

NOTE DE CONJONCTURE Deuxième trimestre 2011

La montée des incertitudes n'a pas entamé l'activité régionale

CONTEXTE RÉGIONAL

Les signes d'amélioration de l'activité économique qui étaient perceptibles au 1^{er} trimestre ont résisté au 2^e trimestre aux conditions annoncées d'un certain retournement de la conjoncture. La situation économique régionale dans son ensemble n'est pas redevenue entièrement morose, loin de là.

Côté échanges extérieurs, l'amélioration des exportations localisées au niveau régional est réelle. De l'autre côté, les importations locales diminuent. Mais si l'on exclut les produits pétroliers, elles augmentent. Signe que l'activité n'est pas étranglée.

Côté chômage régional, la bonne nouvelle : le taux localisé diminue. Mais cette évolution est contrecarrée par une nouvelle poussée des demandeurs d'emploi de catégorie A.

Côté emploi, le nombre d'actifs occupés progresse sur la période. Dans ce registre, le secteur de l'industrie

et celui des services gagnent des emplois entre les deux trimestres. La situation régionale de l'emploi est sans doute meilleure qu'au deuxième trimestre 2010, avec près de 4 150 créations nettes d'emplois salariés marchands. Ces nouveaux emplois se situant presque exclusivement dans les Charentes.

Côté construction de logements, l'activité des entreprises du secteur, qui se maintient actuellement, pourrait se réduire dès la fin 2011 pour cause d'autorisations de construire moins nombreuses.

Heureusement, la région ne perd pas de son attrait touristique. Les chiffres du secteur hôtelier s'améliorent et montrent pour tous les départements une fréquentation accrue.

Les créations d'entreprises conservent les signes du frémissement constaté au premier trimestre, même si ramenées au semestre, elles sont très en deçà de 2010.

Durant l'été, les perspectives économiques pour l'année 2011 se sont nettement détériorées dans l'ensemble des économies avancées. Pour ces dernières, le deuxième trimestre 2011 montre une croissance peu tonique (+0,1 %) due au ralentissement qui a suivi le séisme nippon avec ses importants dégâts économiques et environnementaux collatéraux.

La mécanique de la reprise semble s'être enrayée

Les politiques économiques de lutte contre les tensions inflationnistes dans les pays émergents ; les stratégies de rigueur ou d'austérité budgétaire dans les économies avancées, ont été des facteurs supplémentaires de ralentissement de l'activité économique mondiale.

Dans la zone euro, l'incertitude s'est nourrie de la crise des dettes souveraines. Elle a entraîné un fort recul de la capitalisation boursière, notamment celle des institutions financières, sur les différentes places. Les conséquences de ce nouvel accès de fièvre, bien qu'aux effets prévisibles, ne sont pas encore entièrement mesurables. La recapitalisation des banques européennes, souhaitée par les responsables du FMI, revient particulièrement à l'ordre du jour des agendas des décideurs politiques. L'objectif étant de limiter voire d'éviter la diffusion de la fébrilité des institutions financières dans la sphère de l'économie réelle.

En France, l'activité s'est dégradée, dès juin, dans les principaux secteurs (industrie, services, commerce...). Le taux de croissance du Produit intérieur brut (PIB) en volume* sur le deuxième trimestre est nul. Les derniers indicateurs disponibles, ceux de septembre, semblent indiquer une prochaine stagnation voire même un retournement de la conjoncture. Le retour de la crise, qui n'était jusqu'à présent qu'une fâcheuse incertitude, menace de nouveau l'ensemble des acteurs économiques.

La croissance portée par le troisième trimestre 2011, pourrait toutefois être moins atone que prévue notamment grâce à un rebond « technique » de la consommation permis en partie par une amélioration du pouvoir d'achat des consommateurs. La croissance du PIB serait de + 0,3 % au troisième trimestre, puis absente au quatrième.

* Les volumes sont mesurés aux prix de l'année précédente chaînés et corrigés des variations saisonnières et des effets des jours ouvrables (CVS-CJO).

En savoir plus

Insee - Note de conjoncture, octobre 2011 « La reprise se grippe »

Informations rapides - Insee Conjoncture n° 248 - 10 octobre 2011 - « En août 2011, la production manufacturière augmente (+0,7 %) »

Informations rapides - Insee Conjoncture n° 247 - 7 octobre 2011 - « En septembre 2011, les prix des matières premières importées reculent de nouveau »

Euro-zone economic outlook - 4^e trimestre 2011 - 7 octobre 2011 - « Les perspectives de croissance se détériorent dans la zone euro »

Informations rapides - n° 232 - 28 septembre 2011 - Comptes nationaux trimestriels - résultats détaillés - 2^e trimestre 2011 - « Au deuxième trimestre 2011, le PIB se stabilise (0,0 % après +0,9 %), tandis que le pouvoir d'achat des ménages accélère (+0,6 % après +0,2 %) »

Malgré des signes inquiétants de réduction de l'activité économique, les statistiques régionales, sur l'emploi salarié marchand non agricole, indiquent une persistance du mouvement d'amélioration de la situation générale (+0,6 %) au deuxième trimestre de 2011.

Poursuite de l'amélioration sur le front de l'emploi

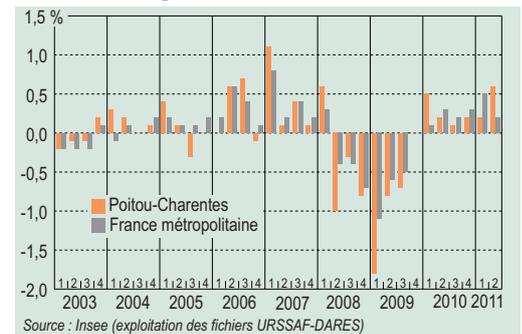
Pour la région, c'est donc le sixième trimestre de hausse consécutive depuis début l'année 2010. La reprise des créations nettes d'emplois au deuxième trimestre de 2011 concerne également la France métropolitaine, mais avec une intensité bien moindre (+0,2 %).

En Poitou-Charentes, les créations nettes d'emplois au deuxième trimestre s'expliquent surtout par la hausse des emplois dans le secteur des services (+0,7 %) ainsi que, de façon très inattendue, par le regain observé dans le secteur de l'industrie (+1,0 %) après une très longue période de purgatoire. Au niveau national, l'industrie avait créé des emplois au premier trimestre 2011 pour la première fois depuis le premier trimestre 2001, mais cette évolution a été enrayée dès le deuxième trimestre. Il semble donc peu probable que cette embellie perdure dans la région.

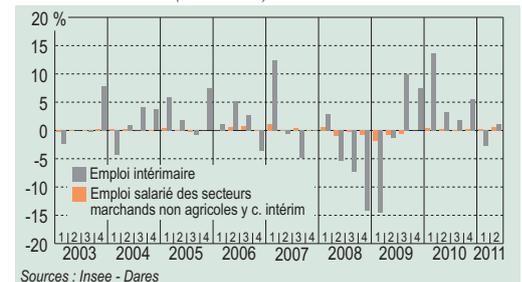
Le secteur des Services (y.c. l'intérim), premier secteur pourvoyeur d'emplois dans la région, voit ses effectifs employés augmenter. C'est notamment le cas dans le secteur de l'hébergement et de la restauration (+3,8%) auquel les employeurs de Charente-Maritime apportent une contribution déterminante. Les besoins d'emplois pour assurer une saison estivale 2011 satisfaisante ont certainement contribué à la reprise des embauches, notamment en Charente-Maritime. Les missions d'intérim présentent également une légère reprise

(+1,1 %) dont un fort contingent dans le département de la Charente (+7 % entre les deux trimestres). Cet indicateur peut être considéré comme encourageant, l'intérim étant parfois relayé par des engagements fermes, pour peu que la situation économique reste porteuse. Concernant la France Métropolitaine, le nombre de missions d'intérim du 2^e trimestre reste équivalent à celui du 1^{er} trimestre.

Évolution trimestrielle de l'emploi salarié marchand non agricole (données CVS)

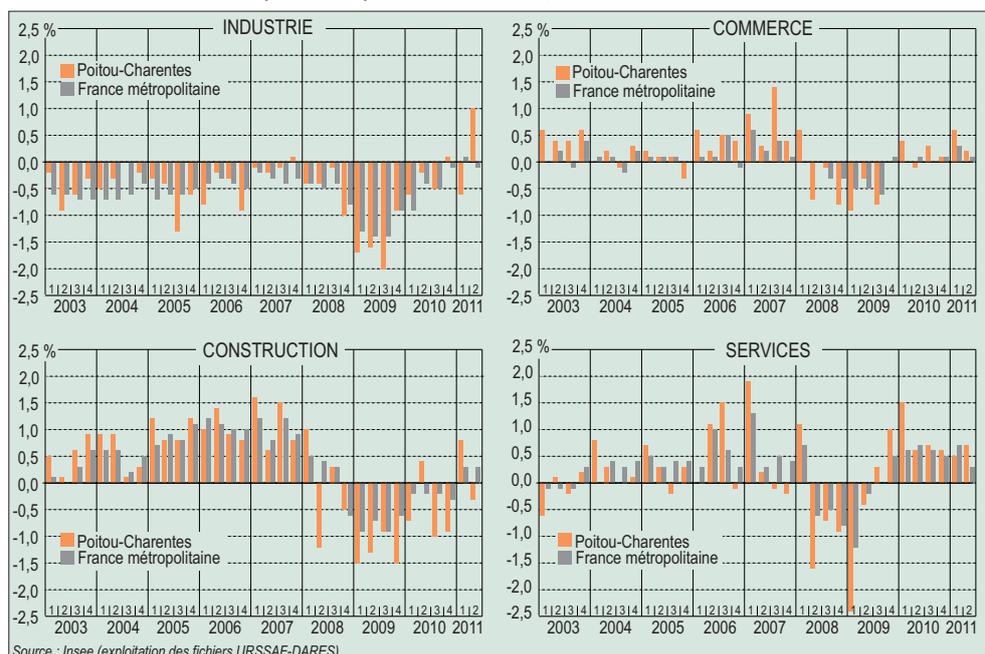


Évolution trimestrielle de l'emploi intérimaire en Poitou-Charentes (données CVS)



Emploi intérimaire en fin de trimestre : nombre de personnes intérimaires calculé, en collaboration avec la Dares, à partir du nombre de contrats en cours pendant les cinq derniers jours ouvrés du trimestre

Évolution trimestrielle de l'emploi salarié par secteur (données CVS)



Une atténuation confirmée mais encore fragile

En France métropolitaine, malgré la détérioration au deuxième trimestre, des conditions de reprise de l'activité économique qui prévalaient depuis la fin de 2010, le taux de chômage localisé baisse timidement pour s'inscrire fin juin à 9,1 %. En Poitou-Charentes, l'amélioration de ce même taux, entamée depuis le début de l'année se prolonge sur le deuxième trimestre. Dans la région, le taux de chômage localisé baisse de 0,2 point pour passer fin juin à 8,7 %.

Tous les départements de la région s'inscrivent dans cette logique d'amélioration du taux de chômage, la Charente-Maritime enregistrant une dynamique accrue avec un recul de 0,4 point par rapport au début d'année.

Dans la région, le nombre de demandeurs d'emploi de catégorie A (*) augmente cependant de 1,9 % soit près de 1 250 personnes supplémentaires inscrites dans cette catégorie à Pôle Emploi. L'embellie constatée au premier semestre 2011 pour cette catégorie de chômeurs n'a pas fait long feu. Les plus de 50 ans alimentent principalement le mouvement, ils représentent un nouvel inscrit sur deux. Au niveau de la géographie régionale, la plus forte contribution à cet afflux de chômeurs se concentre en Charente où on dénombre la moitié des nouveaux inscrits.

Pour l'ensemble des catégories ABC (*) l'accroissement, par rapport au trimestre précédent, se manifeste dans des proportions un peu moindre (+0,8 %). Depuis le milieu de l'année 2008, on observe une progression continue de ce contingent qui dénote un sous-emploi latent en expansion, avec des personnes en recherche d'emploi qui ne déclinent pas un travail ne fût-ce que pour quelques heures seulement.

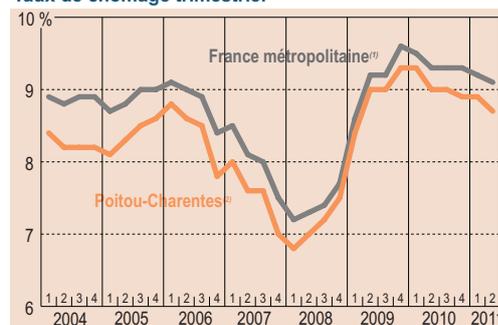
La situation n'est pas meilleure au niveau national. Elle doit faire face depuis mai 2011 à un nouveau cycle de dégradation. Juin et juillet 2011 ayant apporté un flux cumulé de 70 000 nouveaux demandeurs d'emploi.

Après avoir été relativement fournies au premier trimestre 2011, les offres d'emploi en Poitou-Charentes se compriment de 3,5 % au deuxième trimestre. Jamais depuis au moins 2006, un début d'année (premier

trimestre) n'avait enregistré un volume d'offres d'emploi si important. Ce marqueur allait dans le sens d'une sortie de crise, issue qui n'est pas encore entièrement improbable à moyen terme. La variation négative entre le second et le premier trimestre 2011 n'est donc pas significative, d'autant que le volume d'offre sur le deuxième trimestre reste très encourageant. Ce niveau d'offre ne parvient toutefois pas à endiguer le nouvel afflux de demandeurs d'emploi, signe peut-être d'une certaine inadéquation conjoncturelle entre l'offre et la demande sur le marché du travail picto-charentais.

La morosité ambiante peut être atténuée par la bonne tenue des offres d'emploi durable qui ne cèdent que 0,8 % entre les deux trimestres de 2011. Elles n'ont pas encore repris leur poids d'avant crise dans l'ensemble de l'offre, soit environ 40 %. Les aléas du moment pèsent sur les certitudes d'un prompt rétablissement du marché du travail. Le volume des offres reste toutefois supérieur (+6,4 %) à ce qu'il était en 2010 (même période). C'est également vrai si l'on considère les semestres 2010 et 2011 (+5,8 %).

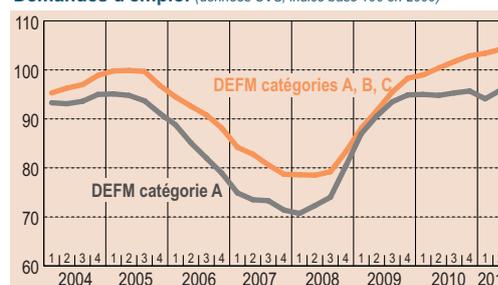
Taux de chômage trimestriel



Source : Insee

(1) Taux de chômage au sens du BIT
(2) Taux de chômage localisé

Demands d'emploi (données CVS, indice base 100 en 2000)



Sources : DIRECCTE - Dares - Pôle emploi

Demands d'emploi catégorie A en Poitou-Charentes (données CVS)

	T4 2010	T1 2011	T1/T4 (en %)	Évolution annuelle (en %)
Ensemble	66 999	68 245	+ 1,9	+ 1,2
Hommes	33 652	34 335	+ 2,0	- 0,5
Femmes	33 347	33 910	+ 1,7	+ 2,9
Demands d'emploi de moins de 25 ans	11 564	11 660	+ 0,8	- 7,1
Demands d'emploi de 25 à moins de 50 ans	41 459	42 010	+ 1,3	- 0,2
Demands d'emploi de 50 ans et plus	13 976	14 575	+ 4,3	+ 13,7

Source : Insee, DIRECCTE, Pôle emploi, DARES

Les catégories de demandeurs d'emploi inscrits à Pôle emploi

Les demandeurs d'emploi inscrits à Pôle emploi, organisme issu de la fusion entre l'ANPE et le réseau des Assedic, sont regroupés en différentes catégories.

Conformément aux recommandations du rapport du CNIS sur la définition d'indicateurs en matière d'emploi, de chômage, de sous-emploi et de précarité de l'emploi (juin 2008), la Dares et Pôle emploi présentent à des fins d'analyse statistique les données sur les demandeurs d'emploi inscrits à Pôle emploi à partir de février 2009 en fonction des catégories suivantes.

Type de demandeurs	Demandeurs tenus de faire des actes positifs de recherche d'emploi	Demandeurs non tenus de faire des actes positifs de recherche d'emploi
Demandeurs n'ayant exercé aucune activité	Catégorie A	Catégorie D (en stage, formation, maladie...)
Demandeurs ayant exercé une activité réduite courte de 78 heures ou moins dans le mois	Catégorie B	Catégorie E (bénéficiaires de contrats aidés)
Demandeurs ayant exercé une activité réduite longue de plus de 78 heures dans le mois	Catégorie C	Catégorie E (bénéficiaires de contrats aidés)

* Avertissement concernant les données sur les demandeurs d'emploi inscrits en fin de mois à Pôle emploi

La notion de demandeurs d'emploi inscrits à Pôle emploi est une notion différente de celle de chômeurs au sens du Bureau international du travail (BIT) : certains demandeurs d'emploi ne sont pas chômeurs au sens du BIT et certains chômeurs au sens du BIT ne sont pas inscrits à Pôle emploi.

Au-delà des évolutions du marché du travail, différents facteurs peuvent affecter les données relatives aux demandeurs d'emploi : modifications du suivi et de l'accompagnement des demandeurs d'emploi, comportements d'inscription des demandeurs d'emploi... En particulier, à compter du 1er juin 2009, les dispositions relatives aux nouvelles obligations de recherche d'emploi des bénéficiaires du RSA et à leur accompagnement par le service public de l'emploi sont susceptibles d'accroître sensiblement le nombre de demandeurs d'emploi inscrits à Pôle emploi.

Depuis février 2009, les données sur les demandeurs d'emploi sont présentées selon de nouveaux regroupements (catégories A, B, C, D, E). Les données correspondant aux anciennes catégories (1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8) sont présentées, pour une période transitoire.

Dans la région les mises en chantier*, par rapport au trimestre précédent, affichent un recul de 14,8 %. Seul le département de la Vienne enregistre une recrudescence de logements commencés (+16,8 %). Mais tous les indicateurs ne sont pas mauvais sur le court terme. Si l'on considère la période semestrielle, les commencements de travaux sont encore supérieurs à 2010 de 8 %.

Une activité qui pourrait se fragiliser à moyen terme

France entière, la variation des mises en chantiers entre les deux premiers semestres est de +24 %.

Mais la situation régionale pourrait s'infléchir. En effet après un premier trimestre 2011 très bon, le deuxième trimestre 2011 enregistre une baisse de 14,6 % du volume de logements neufs autorisés**. Ce fléchissement concerne aussi bien les appartements que les maisons individuelles. Celles-ci restent le type de logement privilégié en Poitou-Charentes. Cette évolution est plus importante qu'au niveau France métropolitaine (-0,2 %).

Au plan départemental, entre les deux trimestres échus de 2011, la baisse de logements ordinaires autorisés est relativement forte en Charente (-32,2 %) et dans les Deux-Sèvres (-35,4 %) ; elle est moins marquée dans la Vienne (-5,7 %) grâce à l'augmentation de la contribution des logements collectifs et dans la Charente-Maritime (-2,7 %).

Sur un an toutefois, l'évolution demeure plutôt favorable, les perspectives d'activité plus accentuées qu'en 2010 sont réelles. La comparaison des deuxièmes trimestres 2011 et 2010 montre que le nombre de logements autorisés a augmenté de 31,0 % en Poitou-Charentes (13,4 % en France métropolitaine). De même, ramené aux deux premiers semestres, le volant d'activité potentiellement généré par les autorisations (+ 34 %) laisse espérer une activité globalement supérieure en 2011, si les pétitionnaires parviennent à concrétiser leurs projets. Cela dit, sans un rebond des autorisations de construire sur la prochaine période, c'est l'activité à moyen terme du secteur qui risque d'être obérée.

*Logements autorisés, hors résidences pour personnes âgées ou étudiants et résidence de tourisme

**Mises en chantiers ou logements commencés, hors résidences pour personnes âgées ou étudiants et résidence de tourisme

Maisons individuelles et appartements autorisés

(données brutes)

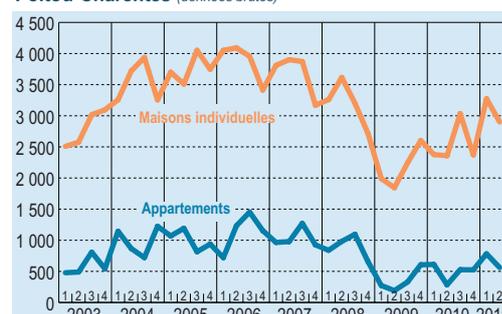
Indice base 100 au 1^{er} trimestre 2003



Sources : DRE - Sit@del2

Maisons individuelles et appartements autorisés en Poitou-Charentes

(données brutes)

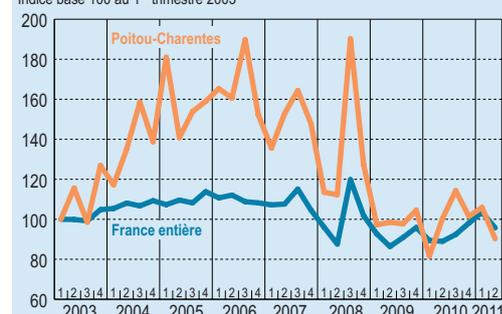


Sources : DRE - Sit@del2

Maisons individuelles et appartements commencés

(données brutes)

Indice base 100 au 1^{er} trimestre 2003



Sources : DRE - Sit@del2

En savoir plus sur les séries statistiques

Les résultats publiés sont issus de la base de données Sit@del2. Celle-ci rassemble les informations relatives aux autorisations de construire (permis délivrés) et aux mises en chantier transmises par les directions départementales du ministère et par les communes instructrices. Les résultats sont exprimés en date de prise en compte, c'est-à-dire à la date à laquelle l'événement (autorisation, ouverture de chantier, etc.) est enregistré dans la base de données Sit@del2.

Les chiffres publiés portent sur le nombre de logements ordinaires (hors logements en résidence), au sein desquels, on distingue les logements individuels (maisons) et les logements collectifs (appartements). Les logements en résidences (résidences pour personnes âgées, pour étudiants, pour touristes, etc.) se caractérisent par la fourniture de services individualisés (de loisirs, de restauration, de soins ou autres) en sus du gîte, et sont comptées à part des séries diffusées dans cette publication. Les foyers et les hôtels qui ne comportent que des chambres et des services communs ne sont pas classés dans les logements mais dans les locaux d'hébergement.

DÉMOGRAPHIE D'ENTREPRISES

Après une baisse de 4,1 % au premier trimestre 2011, les créations d'entreprises picto-charentaises y compris celles des auto-entrepreneurs tendent à se stabiliser (-0,9 %). La région résiste plutôt bien au marasme ambiant qui prévaut au niveau national. En effet France entière, ces mêmes créations d'entreprises baissent de 3,8 % entre les deux trimestres de 2011.

Les créations se stabilisent

Dans la région, la tendance baissière est surtout due à une baisse dans le secteur des services notamment des activités spécialisées, scientifiques et techniques et des activités de services administratifs et de soutien (-13,8%).

La situation départementale est disparate sur le territoire picto-charentais. En effet, les créations d'entreprises fléchissent de façon conséquente dans le département de la Vienne (-7,4 %) ainsi que dans le département des Deux-Sèvres (-5,5 %). Elles résistent bien dans le département de la Charente (+1,7 %), et augmentent dans celui de Charente Maritime (+2,9 %).

Si l'on exclut les créations dues aux auto-entrepreneurs qui se réduisent sans discontinuer depuis le début 2010, on observe des évolutions moins pessimistes. En effet, les créations d'entreprises (hors auto-entrepreneurs) progressent de 4 % alors qu'elles s'érodaient légèrement au premier trimestre (-1,6 %). Au final, le premier semestre de 2011 reste ancré sur une forte progression par rapport à 2010 (+15,0 %). Ce qui n'est pas le cas au niveau France entière, les créations continuant de baisser au deuxième trimestre revenant ainsi à leur niveau du premier semestre 2010.

Données CVS-CJO

Les données brutes sont les données observées. Afin de pouvoir comparer le nombre de créations et de défaillances entre différents trimestres, le nombre de créations et de défaillances d'entreprises de chaque trimestre est corrigé des variations saisonnières (CVS) et des jours ouvrables (CJO) via la procédure X12-Arima du logiciel SAS.

Définition

Une entreprise est dite défaillante lorsqu'à la suite d'un dépôt de bilan, un jugement d'ouverture de redressement judiciaire est ouvert à son sujet, ce qui ne présage en rien du résultat de cette procédure. Une défaillance d'entreprise n'aboutit pas automatiquement à une cessation. L'évolution du nombre de défaillances n'est donc qu'un simple indicateur de la santé économique d'un secteur. Les liquidations qui font suite à une défaillance ne représentent qu'une partie (entre 10 % et 20 %), variable avec le temps et le secteur d'activité, de l'ensemble des cessations d'entreprises.

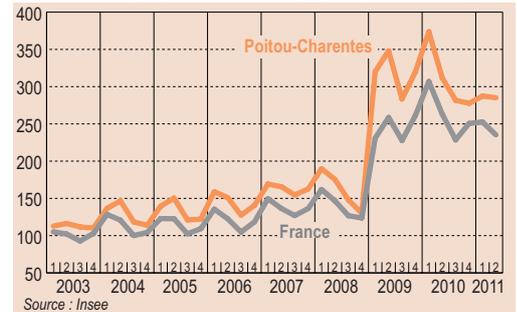
Avertissement

L'Insee publie, depuis août 2009, le nombre cumulé de créations d'entreprises réalisées sous le régime de l'auto-entrepreneur depuis janvier 2009. Ce régime ayant été mis en place début 2009, les auto-entrepreneurs sont incorporés aux statistiques de créations d'entreprises depuis la publication portant sur le premier trimestre 2009. Toutefois, le modèle de désaisonnalisation de la série des créations est perturbé par le choc que constitue l'arrivée des auto-entrepreneurs dont on ignore le profil saisonnier. Par conséquent, seule la composante « hors auto-entrepreneurs » est désaisonnalisée. On lui ajoute le nombre brut de créations sous le régime de l'auto-entrepreneur.

Au cours du deuxième trimestre 2011, 292 entreprises ont fait l'objet d'une procédure judiciaire, de redressement ou de liquidation, en Poitou-Charentes. Les défaillances d'entreprises (cf. Définition) sont en légère baisse (-1,4 %) par rapport au trimestre précédent mais restent en progression si l'on compare les premiers semestres 2011 et 2010 (+1 %).

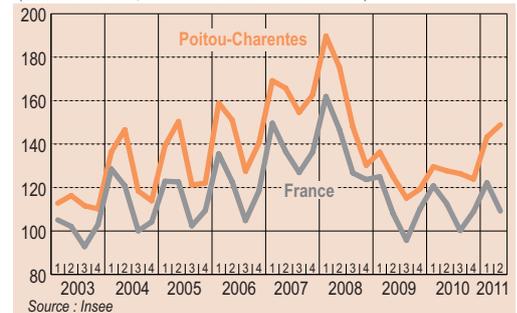
Créations d'entreprises y compris auto-entrepreneurs

(données CVS-CJO, indice base 100 au 1^{er} trimestre 2000)



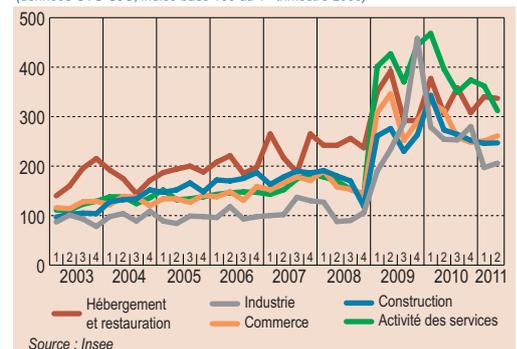
Créations d'entreprises hors auto-entrepreneurs

(données CVS-CJO, indice base 100 au 1^{er} trimestre 2000)



Créations d'entreprises par secteur

(données CVS-CJO, indice base 100 au 1^{er} trimestre 2000)



Défaillances d'entreprises

(données CVS-CJO en date de jugement, indice base 100 au 1^{er} trimestre 2000)



COMMERCE EXTÉRIEUR

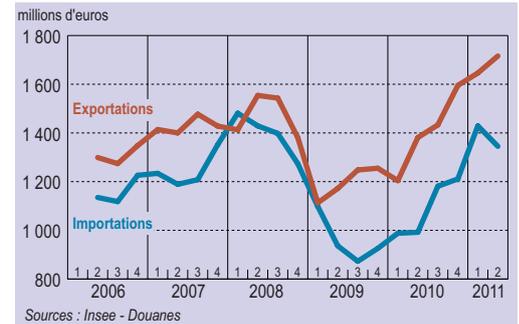
Au deuxième trimestre 2011, les exportations ont continué d'augmenter et ont été plus dynamiques en Poitou-Charentes qu'en France entière : +4,3 % par rapport au 1^{er} trimestre, +0,4 % pour la France métropolitaine. Elles reflètent l'activité de la région puisqu'elles résultent en grande partie de l'activité des entreprises et des établissements implantés sur le territoire régional.

Le redressement des exportations se confirme

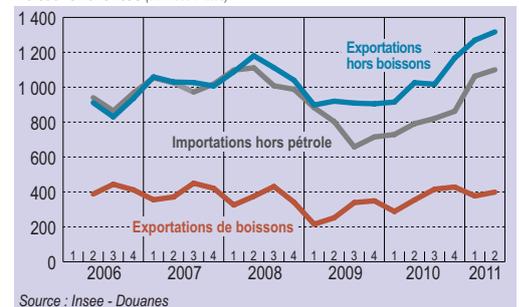
Dans la région, les boissons (surtout le cognac) sont le premier poste des exportations régionales devant les produits de la culture et de l'élevage. Les ventes de cognac à l'exportation ont augmenté au deuxième trimestre 2011 atteindre les 400 millions d'euros, après avoir connu un net ralentissement au premier trimestre 2011 : elles se redressent de 5,9 % au deuxième trimestre 2011 après avoir baissé de 12,1 % au premier trimestre 2011. Hors boissons, les exportations régionales évoluent moins amplement (+3,8 %), après deux trimestres consécutifs de hausse : +14,7 % au quatrième trimestre 2010 puis +8,8 % au premier trimestre 2011

Les importations régionales ont sensiblement reculé (-5,9 %). Hors produits pétroliers raffinés, les importations augmentent de +3,6 %. La baisse des achats concerne particulièrement les produits pétroliers (-33,4 %) les produits électroniques (-26,1 %), le matériel ferroviaire (-25,3 %). À noter que les postes équipementiers en « machines » (machines-outils, machines et équipements d'usage général,...) présentent un accroissement de 15 % entre les deux trimestres échus de 2011.

Le commerce extérieur du Poitou-Charentes (données brutes)



Exportations hors boissons et importations hors pétrole du Poitou-Charentes (données brutes)



TOURISME

Au 2^e trimestre 2011, la fréquentation hôtelière continue son ascension démarrée en fin d'année 2010, +4,3 % en données CVS par rapport au 1^{er} trimestre 2011.

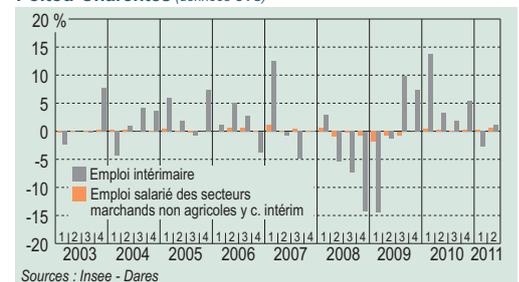
Une fréquentation toujours à la hausse

La bonne vitalité du tourisme régional est imputable à la forte présence de la clientèle française, clientèle locale ou familiale qui a profité d'une météo favorable et ce malgré le manque de pont sur le mois de mai ; la présence des touristes étrangers reste stable (+ 0,6 %).

Ainsi, 1 163 milliers de nuitées ont été enregistrées dans l'hôtellerie picto charentaise.

La situation diffère sensiblement suivant la localisation des hôtels. En Charente et dans les Deux Sèvres, la hausse atteint respectivement 6,7 % et 6,2 % , elle est de 4 % en Charente-Maritime et de 1 % dans le département de la Vienne.

Évolution trimestrielle de l'emploi intérimaire en Poitou-Charentes (données CVS)



Emploi intérimaire en fin de trimestre : nombre de personnes

INDICATEURS TRIMESTRIELS

En données corrigées des variations saisonnières (CVS)	Poitou-Charentes			France métropolitaine	
	T2 2011	Évolution trimestrielle (T2/T1) en %	Évolution annuelle (T2 2011/T2 2010) en %	Évolution trimestrielle (T2/T1) en %	Évolution annuelle (T2 2011/T2 2010) en %
Emploi salarié du secteur marchand non agricole (Sources : Insee, Urssaf)					
Tous secteurs	371 624	+ 0,6	+ 1,1	+ 0,2	+ 1,1
dont industrie	92 114	+ 1,0	- 0,1	- 0,1	- 0,6
construction	40 435	- 0,3	- 1,4	+ 0,3	+ 0,1
commerce	78 409	+ 0,2	+ 1,1	+ 0,1	+ 0,5
services (y c. intérim)	160 667	+ 0,7	+ 2,5	+ 0,3	+ 2,2
Emploi intérimaire (Source : Insee)					
Contrats en cours (5 derniers jours)					
Taux de chômage ⁽¹⁾ (Source : Insee, données révisées)	8,7 %	- 0,2 pt	- 0,3 pt	- 0,1 pt	- 0,2 pt
Demandeurs d'emploi en fin de mois (Sources : DIRECCTE, Dares, Pôle emploi)					
Catégorie A	68 245	+ 1,9	+ 1,2	+ 1,5	+ 1,5
Catégories A, B, C	112 643	+ 0,8	+ 3,8	+ 1,4	+ 4,0
Construction neuve, données brutes (Sources : Insee, DREAL)				France entière	
Logements autorisés	3 462	- 14,6	+31,0	-0,2	+13,4
Logements commencés	2 340	- 14,8	-10,3	- 14,8	+15,3
Créations d'entreprises ⁽²⁾ (Source : Insee)					
Tous secteurs	3 099	- 0,9	- 8,6	- 3,8	- 10,5
dont industrie (BE)	185	+ 4,5	- 19,2	- 1,0	- 16,5
construction (F)	480	+ 0,6	- 9,4	- 3,4	- 8,0
commerce (G)	728	+ 3,9	- 16,3	- 1,0	- 10,6
activités des services (MN)	474	- 13,8	- 21,3	- 8,1	- 13,8
hébergement et restauration (I)	175	- 1,1	+ 10,1	+ 1,2	- 6,3
Commerce extérieur données brutes (Sources : Insee, Douanes)					
Exportations (millions d'euros)	1 716	+ 4,3	+ 24,3	+ 0,4	+ 7,1
Importations (millions d'euros)	1 345	- 5,9	+ 35,6	- 0,6	+ 10,8
Hôtellerie (Sources : Insee, direction du tourisme - CRT - 4CDT)					
Nombre de nuitées (en milliers)	1 163	+ 4,3	+ 7,9		
dont étrangères	156	+ 0,6	+ 0,6		

(1) Taux de chômage localisé pour la région et taux de chômage au sens du BIT pour la France métropolitaine

(2) les créations d'entreprises par activité sont désormais présentées en nomenclature agrégée "NA", fondée sur la NAF révision 2 entrée en vigueur le 1er janvier 2008.

En données corrigées des variations saisonnières (CVS)	Charente		Charente-Maritime		Deux-Sèvres		Vienne	
	T2 2011	Évol. trim. (T2/T1) en %	T2 2011	Évol. trim. (T2/T1) en %	T2 2011	Évol. trim. (T2/T1) en %	T2 2011	Évol. trim. (T2/T1) en %
Emploi salarié du secteur marchand non agricole (Sources : Insee, Urssaf, Dares)								
Tous secteurs	75 195	+ 1,4	116 606	+ 1,4	88 844	+ 0,1	90 979	- 0,7
dont industrie	24 591	+ 1,8	22 347	+ 1,2	23 085	+ 0,4	22 091	+ 0,3
construction	7 552	+ 1,0	14 438	+ 0,3	9 300	- 1,5	9 145	- 1,1
commerce	16 555	+ 0,0	28 544	+ 0,7	15 621	- 0,8	17 688	+ 0,3
services (y compris Intérim)	26 497	+ 2,0	51 277	+ 2,1	40 839	+ 0,6	42 055	- 1,5
Taux de chômage localisé (Source : Insee, données révisées)	9,4 %	- 0,2 pt	9,8 %	- 0,4 pt	6,8 %	- 0,2 pt	8,1 %	- 0,2 pt
Demandeurs d'emploi en fin de mois (Sources : DIRECCTE, Dares, Pôle emploi)								
Catégorie A	15 068	+ 4,3	26 674	+ 1,2	11 415	+ 0,8	15 088	+ 1,4
Catégories A, B, C	24 122	+ 0,7	42 231	+ 0,9	20 105	+ 0,5	26 185	+ 0,7
Créations d'entreprises (Source : Insee)								
Tous secteurs	584	+ 1,7	1 417	+ 2,9	471	- 5,5	627	- 7,4
Hôtellerie (Sources : Insee, direction du tourisme - CRT - 4CDT)								
Nombre de nuitées (en milliers)	111	+ 6,7	549	+ 4,0	103	+ 6,2	391	+ 1,0
dont étrangères	13	+ 8,3	60	+ 3,4	10	0,0	43	+ 13,2

Pour tout renseignement statistique

www.insee.fr/poitou-charentes
insee-contact@insee.fr
 09 72 72 4000 (prix d'un appel local)
 du lundi au vendredi de 9 h à 17 h



Insee Poitou-Charentes
 5 rue Sainte-Catherine - BP 557
 86020 Poitiers Cedex
 Tél : 05 49 30 01 01
 Fax : 05 49 30 01 03
 sed-poitou-charentes@insee.fr

Directeur de la publication : Didier Blaizeau
 Rédacteur en chef : Jean-Pierre Ferret